

La dimension utopique chez les jeunes de mai 68

Juvénal Balemire Bazilashe

Introduction

Mai 68 est perçu en France comme un moment important dans l'évolution de la société française. Ce fut un mouvement anti-technocratique, de prise de parole et de mobilisation commune de tous les jeunes - étudiants, lycéens et ouvriers - contre la rigidité des institutions françaises (Touraine, 1969 : 130-145). Pour les jeunes, ces institutions semblaient installées paisiblement dans le contexte mondial de l'époque, caractérisé par une bonne conjoncture socio-économique et l'acceptation tacite de la division politique internationale intervenue à Yalta en 1945.

Ce mouvement contestataire qui surprit la société française par son ampleur se place pourtant dans un contexte international de contestation par les jeunes de cette sorte d'"establishment" social qui consistait à considérer que l'on se trouvait dans le meilleur des mondes possibles (Jousselin, 1968 : 11-76 et Copfermann, 1962). Ce qui surprit le plus fut peut-être moins la nouveauté des thèmes de ce mouvement que la profondeur de son caractère contestataire, sa capacité de mobilisation massive, rapide et violente (*L'événement*, juin 1968), mais aussi sa conception utopique d'une société "communautaire, spontanéiste, égalitaire" (Touraine, 1969 : 145).

Pourquoi ce mouvement se radicalisa-t-il rapidement si ce n'est à cause des maladresses et de la brutalité des réactions de l'autorité publique et des forces de l'ordre ? Pourquoi ce mouvement s'essouffla-t-il tout aussi rapidement si ce n'est parce que, des forces qui le composaient, les utopistes prirent le dessus sur les révolutionnaires ? Leur discours ne tournait-il pas autour de la volonté utopique de réaliser une société libre, égalitaire et fraternelle ? Cette volonté utopique, de par son caractère hautement contestataire de la société technocratique et de ses institutions, pouvait-elle exister plus longtemps que l'espace d'un mois ?

Ce qui nous préoccupe dans cette analyse des événements de Mai 68 en France est leur caractère utopique. Nous tenterons d'y découvrir la "structure du contestataire", comme l'écrit Stéphane (1969 : 231-299). Pour cela nous commencerons par une réflexion sur l'utopie-idée et l'utopie-mouvement. Ensuite nous essayerons de comprendre la signification de la commune étudiante, tiraillée entre les idées révolutionnaires et les idées contestataires (Morin, 1968 : 13-33). Nous essayerons, autant que faire se peut, de nous baser sur les discours des jeunes de Mai 68 pour faire ressortir leur caractère utopique.

1.- Mai 68 : une utopie

Il y a plus de vingt-cinq ans, les jeunes déferlèrent sur Paris au point d'ébranler le pouvoir politique au bout de trois semaines de manifestations. Les armes qu'ils opposèrent aux forces de l'ordre et à l'ordre politique établi furent principalement les pavés et la parole. De nombreuses personnes gardent encore dans leur mémoire ces instants de violence indescriptible

au cours desquels les CRS (Compagnies Républicaines de Sécurité) déployaient force énergie, matraques et gaz lacrymogènes pour disperser des étudiants retranchés derrière des barricades de fortune, armés de pavés et décidés à occuper la rue ou à transformer la Sorbonne en commune étudiante (*L'événement*, 29, juin 1968 : 58-71; voir aussi *Les pavés de mai 68*, émission d'A. Frossard, FR3, 1978). Mais peu de gens se souviennent des discours de ces jeunes : discours spontanés, violents, sans concession et qui se radicalisaient à mesure que le pouvoir devenait tantôt rigide et brutal, tantôt hésitant et même absent (Morin, 1968 : 68-69).

Depuis lors une question parmi d'autres n'a plus quitté de nombreuses lèvres : "Quelle mouche a piqué ces jeunes ?" Des politiciens, journalistes, politologues et autres sociologues les traitèrent d'enragés, de marginaux, de gauchistes, de révolutionnaires, de manipulés par des forces extérieures. Des auteurs divers qualifièrent leurs discours et leur mouvement d'"utopistes". E. Morin (1968 : 22) parla des discussions interminables qui se déroulaient à la Sorbonne transformée en "commune étudiante" et constata : "nul magnétophone n'a malheureusement recueilli les mille propos où s'exprime et s'exalte l'aspiration à une utopie universitaire, monde où le savoir vrai et pur (débarassé de ses contenus de "classe") serait librement assimilé". A. Touraine consacra un livre au "*Mouvement de Mai ou le communisme utopique*" (1968). E. Morin, encore lui, qualifia ce mouvement de "révolution sans visage" (Morin, 1968 : 63-87) alors que R. Aron alla jusqu'à parler de "révolution introuvable" (1968). Vingt ans plus tard, Weber (1988 : 16 et 35) évoqua Mai 68 en termes de "mouvement révolutionnaire" ou mieux de "situation prérévolutionnaire caractérisée" à laquelle ont manqué "un pilote dans l'avion", "une force organisée capable... d'assumer le rôle de grand état-major du mouvement social".

La théorie axiomatique des utopies de Y. Friedman (1975 : 35) a inspiré notre approche des événements de Mai 68. Pour l'auteur,

- "1. les utopies naissent d'une insatisfaction collective,
2. les utopies supposent l'existence d'une technique ou d'une conduite, applicable pour :
 - a. soit éliminer la source de cette insatisfaction,
 - b. soit réévaluer cette insatisfaction en la considérant comme une ouverture vers une meilleure situation.
3. les utopies ne deviennent réalisables que si elles entraînent un consentement collectif".

Les étudiants sont mécontents du système universitaire existant, tant du contenu des cours que de l'organisation des examens; ils étendent leur mécontentement à toute l'organisation de la société française qu'ils considèrent comme étant bourgeoise, capitaliste et impérialiste. Le mouvement des étudiants ne se contente donc pas des revendications corporatistes : il va déferler sur la cité, englober les lycéens et les ouvriers dans une contestation totale de la société. Il sera aidé par les maladresses du pouvoir, comme l'écrit A. Touraine : "la répression et les hésitations des autorités face à des revendications universitaires donnent l'occasion de se former en un mouvement social à des groupuscules plus ou moins politisés. Le mouvement n'a pas progressé de bas en haut mais des extrémités vers le centre" (1969 : 149).

Ce mouvement a inventé un nouveau style d'action, celui de s'installer résolument dans l'illégalité et de tenter avec opiniâtreté d'y attirer la majorité des étudiants : "Pas de programme, pas de perspective, pas d'objectif, au sens où l'on entend ces termes dans un parti, mais l'idée que, par l'action directe, la provocation, en récusant la loi de l'Université, il était possible de forcer un passage ou de desserrer un étau, de changer les données d'une partie que

les joueurs poursuivaient dans la torpeur, en maugréant, comme s'ils y étaient fixés de toute éternité, et par voie de conséquence de gripper un mécanisme essentiel au fonctionnement du système social... Ouvrir une brèche, selon l'expression de Cohn-Bendit, voilà bientôt la tâche reconnue" (Lefort, 1968 : 44).

Ainsi les barricades sont-elles subtilement utilisées par les "enragés" pour pousser le gouvernement à la faute : "elles jouent la comédie de l'efficacité militaire, mais elles gardent ou retrouvent une efficacité psychologique". En effet "les barricades, en tant que mise au défi des forces de l'ordre par des insurgés étudiants, ne ressortissent pas à une technique archaïsante, il s'agit tout au contraire de la mise en application d'une technique qui tend à obliger le gouvernement soit à perdre la face, soit à faire des martyrs" (Aron, 1968 : 87-88). Le gouvernement ne put éviter ni de perdre la face, ni de faire des martyrs !

Mai 68 ne serait-il pas appelé aussi une utopie au sens où Gabel compare les caractéristiques de celle-ci à celles de la schizophrénie ? En effet Gabel écrit que "les éléments schizophréniques de la conscience utopique tiennent au caractère "fixiste" et au sentiment de toute puissance de celle-ci, au rôle qu'y joue le "possible", enfin à son caractère antidialectique" (1989 : 268).

Le mouvement a été dominé par le caractère spontané de ses manifestations et de ses réactions aux comportements de l'autorité publique. Au fur et à mesure qu'il prenait de l'ampleur, il ressentait le besoin de s'organiser et de se radicaliser. Ainsi sont nés des thèmes narcissiques comme la décision de détruire la société de consommation par des manifestations de masse, la considération de la toute-puissance de la parole, le passage symbolique à l'acte de destruction du système capitaliste à travers l'incendie des voitures, l'occupation des usines en compagnie des ouvriers, l'occupation et la transformation de la Sorbonne en commune étudiante...

Tout ceci répondait chez de nombreux jeunes au besoin permanent d'un bonheur immédiat et infini. Ils avaient besoin de jouer comme des enfants et ne pouvaient supporter que leur jeu fût interrompu de peur de tomber dans l'ennui comme la plupart des adultes (Stéphane, 1969 : 236-237). Ils étaient heureux d'être là, à manifester, à jouer en quelque sorte au bonheur de défiler, d'ériger des barricades, de détruire tout, surtout tout ce qui pouvait symboliser l'ordre, l'interdit. En effet s'"*il est interdit d'interdire*", les forces de l'ordre et l'autorité politique, académique ou patronale devinrent des cibles privilégiées à détruire.

Dans le contexte où les jeunes se considéraient comme tout puissants grâce à leur prise de parole et à leur capacité de mobilisation des masses de manifestants à travers la France entière, le dialogue devenait inutile car la révolution était déjà là. Et si elle était déjà là, c'était l'essentiel, car "*quelqu'un qui imagine ce qui suivra la révolution n'est pas un révolutionnaire*" (Stéphane, 1969 : 292). Voilà un comportement radical, figé et inattendu en ce mois de Mai 68 où la réalité de la plupart des Français était celle du "*méto, boulot, dodo*" et du désir de partager les bénéfices accumulés par le capitalisme triomphant.

2.- A l'aube de Mai 68 : la France et le monde

Les événements de Mai 68 se sont déroulés alors que, comme l'écrit Lefort (1968 : 37-38), "la France ne paraissait pas, dans les derniers jours d'avril, sur le point d'engendrer une révolution. Un pouvoir qui a gagné la stabilité, le plus ferme qu'on ait connu depuis un siècle, le mieux armé, grâce à son appareil policier et militaire, pour réprimer toute atteinte à l'ordre de la rue; une économie en expansion, suivant le rythme d'une croissance dont les pauses ne font pas douter qu'elle se poursuivra, le niveau de vie des salariés s'élevant peu à peu - si lente soit l'ascension et réduit le bénéfice que ceux-ci tirent de l'accroissement de la productivité - la hausse des prix contenue, l'inflation conjurée, la monnaie consolidée; une opposition installée dans une pratique parlementariste et électoraliste sans efficacité, incapable de faire mieux que revendiquer un relèvement du taux d'expansion, une meilleure répartition des investissements, la restauration du régime d'assemblée, divisée au point de ne pouvoir s'entendre sur un programme de gouvernement; une population enfin qui, dans sa majorité, ne s'intéresse à la politique que le temps des joutes électorales et dont les désirs, les goûts et les conduites tendent à se modeler en fonction des mêmes critères - quelles que soient les différences de classes - orientés qu'ils sont par toutes les puissances qui magnifient les emblèmes de la modernité; non, voilà qui n'annonçait pas pour un proche avenir des barricades dans les rues de Paris et dix millions de grévistes". Cette situation inspire P. Vianson-Ponté dans un article écrit le 15 mars 1968 dans "*Le Monde*" et qui a comme titre : "Quand la France s'ennuie" (Voir "*Mai 68 : Histoire d'un jour, 1. Le 24 mai 1968*", émission de Maurice Dogowson, Paris, FR3, INA, 1985).

Si la France s'ennuie, ce n'est pas le cas du reste du monde. En effet la guerre fait rage au Viêt-nam, la guerre fait rage aussi au Biafra en pleine sécession contre le pouvoir central de Lagos au Nigéria. A l'Est Européen c'est le Printemps de Prague et la tension qu'il a provoquée entre l'URSS et la Tchécoslovaquie, au Moyen Orient c'est la persistance d'une vive tension entre Israël et les pays arabes après la guerre de juin 1967. Aux Etats-Unis l'opinion publique est mobilisée par des manifestations contre la ségrégation raciale et contre l'intervention américaine au Viêt-nam. Partout c'est la jeunesse qui manifeste dans les rues et sur les campus; et ce mouvement de protestations, surtout contre la guerre au Viêt-nam, gagne beaucoup de campus universitaires à travers le monde.

"En France, le Mouvement du 22 mars (1968) qu'anima Daniel Cohn-Bendit et qui fut à l'origine des manifestations de Nanterre, puis de la Sorbonne et de la révolte générale des étudiants, par son nom, rappelle la manifestation, organisée à cette date par quelques trois cents étudiants qui entendaient protester contre l'arrestation de plusieurs militants du Comité Viêt-nam national. Dans la nuit du 21 au 22 mars ils avaient envahi les bureaux de la faculté de Nanterre et avaient affiché sur les murs : *Non à l'université bourgeoise !*" (Jousselin, 1968 : 27). Le 22 mars est souvent pris pour le repère déclencheur des événements de mai 68.

3.- Les grandes étapes de mai 68⁽¹⁾

- 22 mars : 142 étudiants dirigés par Daniel Cohn-Bendit occupent la salle du Conseil de faculté de Nanterre et protestent contre l'arrestation de plusieurs lycéens et de militants du comité "Viêt-nam national" après les "attentats" contre la Chase Manhattan Bank et l'agence T.W.A. de Paris.
- 2 avril : 1200 étudiants se rassemblent à Nanterre pour discuter des luttes ouvrières et étudiantes dans les pays de l'Est, des luttes anti-impérialistes, de l'Université et de l'Université critique, du capitalisme en 1968, de la culture et de la créativité.
- 21 avril : L'UNEF (Union Nationale des Etudiants de France) tient une assemblée extraordinaire au cours de laquelle éclatent des bagarres entre étudiants de droite et de gauche. Les "apolitiques" sont expulsés. Un affrontement avec "Occident", un groupuscule d'extrême-droite, empêche l'assemblée d'achever d'élire un nouveau président. L'UNEF refuse de boycotter les examens.
- 25 avril : De violentes bagarres éclatent entre étudiants de droite et de gauche à Toulouse.
- 26 avril : Des étudiants manifestent à Strasbourg.
- 27 avril : Cohn-Bendit est interpellé par la police.
- 2 mai : A la Sorbonne un incendie signé "Occident" ravage les locaux de l'Association des étudiants en lettres. Le doyen réagit contre un appel au boycottage des examens. A Nanterre le doyen de la faculté des lettres décide de suspendre les cours devant l'agitation estudiantine : différents groupes d'extrême-gauche occupaient un amphithéâtre et des locaux administratifs et célébraient la première de deux "Journées anti-impérialistes". Cohn-Bendit est appelé à comparaître le 6 mai devant le Conseil de l'Université.
- 3 mai : Les étudiants tiennent le pavé de Paris : barricades dressées et voitures mises en travers de la chaussée par les étudiants, charges policières et grenades lacrymogènes, 596 étudiants appréhendés et 27 gardés à vue, lock-out de la Sorbonne, grève illimitée de l'Université lancée par l'UNEF et la SNESup (Syndicat National de l'Enseignement Supérieur). Le détonateur ? L'appel du recteur Roche aux policiers pour dégager la Sorbonne alors que plusieurs centaines d'étudiants protestaient calmement contre la fermeture de Nanterre et la comparution de six de leurs camarades devant le Conseil de l'Université.
- 6 mai : A 20 heures, M. Peyrefitte tente vainement de justifier à la télévision l'intervention de la police : "Il s'agissait de protéger la grande masse des étudiants contre une poignée d'agitateurs". Les agitateurs ? Ils sont 20.000 qui au moment même hurlent dans la rue : "*Nous sommes un groupuscule*", "*Etudiants solidaires des travailleurs*", "*Une dizaine d'enragés*", "*Figaro fasciste*", "*Libérez nos camarades*". Des combats de rue se déroulent boulevard Saint-Germain : 345 membres du service d'ordre atteints et 24 conduits à l'hôpital, plusieurs centaines d'étudiants blessés, 422 arrestations. Au plus fort des combats, des responsables de l'UNEF condamnent "l'action la plus déchaînée des manifestants". Plus tard dans la nuit, l'UNEF rectifie le tir et appelle les étudiants à "s'élever contre la barbarie en poursuivant la grève engagée et en participant à toutes les actions des jours suivants".
- 9 mai : Le recteur Roche et les doyens décident dans la matinée de lever la suspension des cours. Devant la Sorbonne, les étudiants font spontanément le sit-in, parlent d'occuper les locaux et réclament la libération des manifestants arrêtés. De nombreux étudiants participent au meeting organisé par Jeunesse communiste révolutionnaire, d'obédience trotskyste. Cohn-Bendit annonce la multiplication des meetings politiques dans les facultés et l'occupation de Nanterre et de la Sorbonne si ces facultés n'ouvrent pas. A vingt-heures, M. Peyrefitte sabote la désescalade : "La Sorbonne restera

⁽¹⁾ Nous nous sommes résolu à faire figurer ici ce rappel historique pour rafraîchir la mémoire des témoins de l'époque et favoriser auprès des plus jeunes la re-connaissance de ces "événements".

fermée jusqu'au retour au calme". L'UNEF et la SNESup appellent alors étudiants et enseignants à manifester le lendemain à Denfert-Rochereau.

- 10 mai : C'est la nuit des barricades, la plus longue nuit du gaullisme : le Général de Gaulle dort depuis 22 heures et personne n'osera le déranger avant 6 heures du matin; Pompidou est en Afghanistan; Joxe refuse de libérer les étudiants condamnés; Peyrefitte et Debré gardent le mutisme... La sauvagerie de la police est telle que le bilan de la nuit se chiffre à 367 blessés dénombrés, 460 interpellations, de multiples "ratonnades", 188 voitures endommagées. Le Ministère de l'Information censure l'émission "*Panorama*" consacrée aux événements relatifs à l'Université et à la révolte des étudiants.
- 11 mai : Les organisations syndicales décident une grève générale de 24 heures et un défilé de la République à Denfert-Rochereau. Pompidou, de retour de Kaboul, désavoue implicitement la police et décide, dans un but d'apaisement, de rouvrir la Sorbonne dès le lundi (13 mai). 24 des 28 étudiants qui se trouvent aux mains de la justice seront libérés dès dimanche. Quant aux quatre condamnés à des peines de prison ferme, la Cour d'appel se prononcera sur leur demande de mise en liberté provisoire. Un projet de loi d'amnistie sera déposé à la Chambre.
- 13 mai : La rue a parlé : plus de 500.000 manifestants - 171.000 pour la TV - défilent de la République à Denfert-Rochereau. L'UNEF et le SNESup annoncent "l'occupation de tous les locaux universitaires et la poursuite de la grève". Alors que les organisations syndicales veulent disperser la manifestation, les étudiants se regroupent au Champ-de-Mars. Vers 21 h 30 ils se retrouvent à la Sorbonne qui se transforme en "Université critique". Les doyens des facultés de lettres se déclarent favorables à la participation des étudiants à la gestion des facultés.
- 14 mai : Le Général De Gaulle arrive en Roumanie pour une visite officielle. Pompidou admet à l'Assemblée Nationale l'autonomie des Universités, accepte la participation directe des étudiants aux grandes réformes nécessaires et rejette au passage les méthodes de sélection "pour apaiser les esprits".
- 15 mai : Les ouvriers de Sud-Aviation près de Nantes occupent leur usine où des étudiants passent la nuit avec eux. L'initiative revient à de jeunes syndicalistes agissant spontanément sur le modèle des étudiants. Les ouvriers débrayent aux chantiers navals de Bordeaux. A Paris, le théâtre de l'Odéon est occupé par un millier de manifestants porteurs de banderoles qui proclament : "*L'Odéon aux ouvriers*".
- 16 mai : Des drapeaux rouges flottent sur les usines Renault occupées. Rhodiaceta est occupée à Lyon. Un colloque est organisé entre ouvriers et étudiants devant les portes de l'usine de Billancourt : les étudiants attendent que les ouvriers prennent "de leurs mains fragiles" le relais de la lutte contre le régime. L'UNEF désavoue la "prise de l'Odéon". L'initiative passe définitivement au mouvement ouvrier.
- 18 mai : De Gaulle rentre précipitamment de Roumanie.
- 21 mai : Alors que la France compte déjà six à sept millions de travailleurs en grève, que les trains, les métros, les bus et le courrier sont stoppés, les grèves touchent de nouveaux secteurs (enseignement, textile, grands magasins, banques). Les agriculteurs se mêlent au mouvement et fraternisent dans l'Ouest avec les ouvriers. En Europe, l'agitation étudiante se déroule aussi aux Pays-Bas, en Belgique, en Allemagne de l'Ouest et en Grande Bretagne. A Pékin, des centaines de milliers de personnes saluent "le puissant torrent révolutionnaire qui balaiera le système capitaliste et tous les monstres mangeurs d'hommes".
- 22 mai : Une motion de censure de l'opposition est repoussée au Parlement. Cohn-Bendit est interdit de séjour en France. Cette interdiction provoque des manifestations d'étudiants au Quartier Latin. La CGT (Confédération Générale des Travailleurs) s'élève contre une manifestation de caractère "provocateur" et rompt les ponts avec l'UNEF.

- 24 mai : De Gaulle s'adresse aux Français à la télévision et annonce un référendum sur la "participation". Cette annonce est mal accueillie dans le pays. Il y a des manifestations et des barricades à Lyon, où un commissaire est tué, à Nantes, Strasbourg et Bordeaux. C'est un véritable champ de bataille à Paris sur les deux rives de la Seine : un mort, des centaines de blessés, 648 interpellations et la Sorbonne transformée en hôpital de campagne. A Bruxelles deux drapeaux - un rouge et un noir - flottent sur l'Université. A Francfort, à Santiago du Chili, à Milan, les universités sont occupées.
- 25-27 mai : Des négociations se déroulent entre le gouvernement, les syndicats et le patronat. Le 27 au matin, les négociateurs dressent le bilan. Points d'accord : SMIG, augmentation des salaires, garantie des droits syndicaux, mise à jour des conventions collectives, dispositions concernant l'emploi. Points de désaccord : réduction insuffisante de la durée du travail, maintien de l'âge de la retraite, non-paiement des jours de grève, maintien des ordonnances. Dans la même matinée, les travailleurs de Renault, Citroën, Berliet, Rhodiaceta et de la SNECMA décident de poursuivre la grève et réclament "un gouvernement populaire". Cohn-Bendit refoulé de France à Forbach déclare : "Je reviendrai".
- 28 mai : Cohn-Bendit rentré clandestinement en France tient une conférence à la Sorbonne.
- 29 mai : Le Conseil des ministres est reporté. Le Général de Gaulle quitte Paris. Il laisse planer un mystère sur la destination qu'il a prise. Plusieurs centaines de milliers de personnes répondent à l'appel de la CGT et du PC (Parti Communiste). Les mots d'ordre au cours de la manifestation sont : "*Gouvernement populaire*", "*Adieu de Gaulle !*".
- 30 mai : De Gaulle prononce à la radio un discours de combat : il reste, il garde Pompidou comme premier ministre, il dissout l'Assemblée nationale. Il fixe les élections nationales aux 23 et 30 juin. Il fait du chantage à propos du "communisme totalitaire". A 18 h, les gaullistes mobilisent tous les anti-communistes de Paris de la Concorde à l'Etoile : on voit défiler plusieurs centaines de milliers de manifestants, des fascistes qui crient "*Cohn-Bendit à Dachau*", la jeunesse dorée des beaux quartiers, une majorité d'hommes et de femmes d'un âge certain, la France d'hier. Réactions de Mitterrand : "La voix que nous venons d'entendre... c'est la voix de la dictature".
- 31 mai : C'est la reprise du franc sur les places étrangères. Le contrôle des changes est institué aux frontières. Le gouvernement est remanié. L'activité reste pratiquement nulle dans le secteur public alors qu'une timide reprise s'annonce dans les petites et moyennes entreprises.
- 1^{er} juin : L'essence ne manque plus dans les stations, à la grande joie des millions d'automobilistes. "*Elections trahison*" : c'est le slogan des 40.000 étudiants qui défilent avec Cohn-Bendit de Montparnasse à la gare d'Austerlitz.
- 11 juin : On note des manifestations de lycéens (place Maubert) et d'étudiants (gare de l'Est), quelques incidents et barricades dans divers quartiers de Paris.
- 12 juin : Onze associations de jeunes sont dissoutes.
- 16 juin : La Sorbonne est reprise en mains par les forces de police.

(D'après *L'événement*, 1968 : 2-14 et 26-35, Jusselin, 1968 : 71-76).

4.- Mai 68 : les idées et le mouvement

Mai 68 a souvent été caractérisé comme un moment privilégié de prise de parole par les jeunes. Et il est vrai que les jeunes ont beaucoup parlé à travers les divers graffiti et affiches qui ont couvert les murs de Paris, au cours des manifestations qui ont animé les rues de la capitale et de nombreuses villes de province, et dans les différentes commissions qui siégeaient sans discontinuer dans la Sorbonne occupée. Cette prise de parole a été dominée par les idées

gauchistes de l'époque, celles des groupuscules marxistes, léninistes, trotskystes, maoïstes, anarchistes..., décidés à en découdre une fois pour toutes avec le capitalisme et la société de consommation.

Celle-ci accusée de tous les maux est vouée à la destruction : "*La société de consommation doit crever, la putain, nous aurons sa peau*". Car si on ne détruit pas la société de consommation, elle finira par nous avaler : "*Consommez plus, vous vivrez moins*" (Stéphane, 1969 : 85-90). Il ne s'agit pas de détruire seulement l'aspect matériel de la société de consommation, l'outil de production en l'occurrence, mais aussi de faire table rase de toutes nos pensées antérieures, comme l'exprime la commission "Nous sommes en marche" : "*Toutes les notions sont périmées et à repenser*" (*L'événement*, 1968 : 45).

La grande messe des manifestations et l'attitude désespérée des autorités ont rendu les jeunes tellement euphoriques qu'ils commencèrent à prendre leurs paroles pour des réalités : "*Le rêve est vrai*", "*Tout est possible*", "*Mes désirs sont la réalité*". Et s'il suffisait de parler pour changer les choses, il n'était plus nécessaire d'inventer un programme qui pouvait signifier la compromission avec cette société vouée à la destruction : "*Nous ne devons pas présenter de projet de réforme car si notre projet est accepté on ne pourra plus contester tandis que si le gouvernement en fait un, on pourra continuer*" (Stéphane, 1969 : 128). D'où le mot d'ordre suivant : "*D'abord jeter bas la vieille baraque, après on verra*". Ou bien : "*Il faut tout fiche en l'air, après on se débrouillera*".

La volonté des étudiants de rallier les ouvriers à leur mouvement se place dans la ligne marxiste du XIXe siècle où ce sont les prolétaires qui devaient faire et incarner la révolution contre la société bourgeoise. Oubliant que la société française avait évolué et que les ouvriers n'étaient plus les analphabètes, misérables et affamés du siècle dernier, mais des personnes aspirant à l'embourgeoisement, c'est-à-dire au partage des acquis de la société capitaliste - la participation à la Société de Consommation -, les étudiants les invitaient à dépasser les revendications syndicales, à occuper les usines et au besoin à détruire leurs outils de production (Stéphane, 1969 : 135-145). Le dialogue suivant entre un ouvrier et des étudiants illustre bien des désirs et aspirations contradictoires :

- *Pensez-vous qu'il y ait des différences fondamentales entre ouvriers et étudiants ?*
- ***Oui, je suis fils à papa, s'écrie un étudiant, je le dis, nous sommes ici pour la plupart des fils de bourgeois, mais nous ne voulons pas vivre comme nos parents.***
- *Où sont vos parents en ce moment ?*
- ***A la campagne.***
- *Moi j'aimerais avoir un peu plus d'argent pour aller à la campagne.*
- ***Oh ! tais-toi, tais-toi ! dit un étudiant effondré.***
- (...)
- ***Oui, nous sommes des fils de bourgeois, reprend ce "fils à papa", mais nous voulons que le Pouvoir soit exercé par les travailleurs. C'est notre but et non 10 % d'augmentation.***
- *Pour nous une augmentation n'est pas négligeable.*
- ***Ils n'ont absolument rien entravé, dit une voix à la cantonade...*** (Jean-Claude Kerbouc'h, *Le piéton de Mai*, cité par Stéphane, 1969 : 141-142).

Comment expliquer que malgré ces profondes contradictions et l'ignorance manifeste du monde des ouvriers par les étudiants, ceux-ci aient réussi à les mobiliser dans des grèves et

des manifestations qui paralysèrent tous les secteurs de la vie française ? Pourquoi le mouvement des étudiants commencé dans la spontanéité s'est-il transformé en mouvement de masse au point de menacer le pouvoir de l'Etat capitaliste dans son essence ? Ce mouvement a profité de trois circonstances : la crise de l'Ecole, et surtout celle de l'Université, l'incapacité du système institutionnel à gérer les tensions nées des changements socio-économiques et un contexte international favorable (Weber, 1988 : 117-119).

Malgré les transformations technologiques et économiques de la société française, les structures institutionnelles de l'Université ne songent pas à s'y adapter : elles vont jusqu'à refuser tout dialogue et toute négociation. Le mouvement étudiant naît de ce refus, comme tout mouvement adolescent-juvénile, naturellement contestataire dans son processus d'auto-affirmation. En effet lorsque l'image du monde adulte se dégrade dans la jeunesse, celle-ci se radicalise. "Dans les années 50 et 60, écrit Weber (1988 : 101), les guerres coloniales, la crise de l'institution scolaire, la résistance acharnée des supôts de l'ordre moral à la libéralisation des moeurs et des rapports d'autorité ont entraîné une telle dégradation, et donc induit un processus de radicalisation en profondeur de la jeunesse".

Ce processus de radicalisation s'est opéré à la même période contre les mouvements politiques traditionnels et donné naissance aux multiples groupuscules gauchistes qui marqueront fortement Mai 68 par "leurs idéologies, leurs pratiques collectives, leurs modes de vie permettant à la fois une opposition maximale à la société adulte - incarnée dans l'extrémisme des mots d'ordre et la violence des formes d'action - et une communion maximale au sein du groupe des pairs" (Weber, 1988 : 113). Le mouvement de Mai 68 se voulait démocratique et libertaire contre le modernisme autoritaire du gaullisme; il se voulait hédoniste et communautaire contre "l'atomisation du social" qu'engendrent l'entrée dans la société de production et de consommation de masse et la généralisation des rapports marchands; enfin ce mouvement se voulait romantique et messianique, annonçant une société meilleure, "sans classes, sans guerres, sans Etat" (Weber, 1988 : 121-158 et Touraine, 1969 : 119-188).

5.- La commune étudiante : révolution ou contestation ?

C'est ce type de société que les étudiants cherchèrent à instaurer quand ils décidèrent d'occuper la Sorbonne. La commune étudiante était un lieu de rêves pour les étudiants : un lieu où ils tentaient de mettre en pratique les idées de liberté, d'égalité et de solidarité. Toutes les barricades érigées dans les rues de Paris, tous les combats contre les forces de l'ordre, toutes les manifestations rassemblant des centaines de milliers de jeunes étudiants, lycéens et ouvriers, toutes les occupations d'usines ou de facultés, tout ceci s'est fait dans un esprit de solidarité entre jeunes de toutes conditions.

L'occupation de la Sorbonne a été le symbole de l'occupation d'un espace de liberté, de la libération de la parole à travers les débats permanents dans les différentes commissions : "On débouche sur une efflorescence de thèses, de placards, on part à la recherche ou à la découverte d'une autre vie. on vit cette autre vie dans la fièvre fraternelle de communications, échanges, dans les amphis, dans la cour, entre copains... Jamais on n'a tant écouté, jamais on n'a tant parlé. *"Je n'ai rien à dire, mais je veux le dire"*, a écrit une main anonyme parmi les innombrables inscriptions" (E. Morin, 1968 : 29).

Cette prise de parole par les jeunes était une forte réaction contre une société où l'individualisme est tellement érigé en règle d'or que les gens cessent de se parler pour ne pas se gêner les uns les autres. La prise de parole devenait une sorte de psychothérapie collective, un processus de désaliénation, de lutte collective contre la solitude et l'ennui. Les jeunes ressentaient un besoin immense de communiquer parce que, affirmaient-ils, "*nous refusons un monde où la certitude de ne pas mourir de faim s'échange contre le risque de périr d'ennui*" (Valabrègue, 1970 : 26). Ainsi exploitaient-ils toutes les possibilités pour exprimer cette soif de s'exprimer.

De nombreuses assemblées et commissions siégeaient sans discontinuer. Tout le monde pouvait prendre la parole et parler de tout ce qui l'intéressait. E. Morin (1968 : 22) écrit que "les commissions se multiplient librement et examinent les rapports enseignants-enseignés, la structure et la gestion des facultés, les disciplines particulières depuis la sociologie bien entendu jusqu'aux études littéraires, la sexualité...". L'une des commissions les plus célèbres, appelée "Nous sommes en marche", élaborait vingt-trois propositions pour une révolution culturelle dont voici quelques-unes :

"2. Nos structures psychiques sclérosées et archaïques doivent se saborder, pour laisser la place à l'imagination d'un monde nouveau.

"10. Tout esprit jeune, encore libre de structures psychiques trop déterminées peut imaginer des idées nouvelles et être créatif.

"23. Tant que nos structures mentales seront inchangées, le goût du pouvoir restera le pire des fléaux de toute société. Faisons en sorte que chaque leader ne puisse rester trop longtemps en place, compte tenu d'un seuil d'efficacité." (L'événement, 1968 : 45).

Si au cours de ces discussions l'imagination était au pouvoir, le pouvoir était aussi dans la rue que les jeunes ont plusieurs fois investie à l'occasion des manifestations modestes ou géantes. Ces rassemblements ont été des moments privilégiés de rencontre de jeunes de toutes conditions. La rencontre entre étudiants et ouvriers a été l'occasion de découvrir que ces deux catégories indispensables à l'avenir du pays vivaient dans une ignorance réciproque. Pour la première fois des étudiants découvraient les ouvriers dans leurs usines et des ouvriers pénétraient dans la Sorbonne. Au lendemain de la décision du gouvernement d'interdire Cohn-Bendit de séjour en France, une grande manifestation fut organisée en signe de protestation et la foule scandait ce slogan de solidarité et de fraternisation : "*Nous sommes tous des juifs allemands*".

Les jeunes s'organisaient par tous les moyens pour créer un climat de dialogue. "Le magnifique slogan "*PARLEZ A VOS VOISINS*" figurait en larges lettres blanches dans les couloirs d'une faculté et était répété mille et mille fois sur les panneaux réservés à la publicité" (Valabrègue, 1970 : 29). Des groupes d'étudiants provoquaient des discussions dans la rue en s'exerçant aux jeux de rôle. Ils s'éclipsaient dès que prenaient le relais des débats les passants qui avaient rejoint en simples badauds le petit attroupement du début. Les étudiants, eux, reprenaient le même scénario quelques rues plus loin. Certains jeunes utilisaient les murs pour exprimer leurs idées, leurs envies, leurs sentiments. D'autres engageaient une conversation autour des écrits sur les murs, d'autres encore préféraient poursuivre par écrit leurs échanges : Un jeune homme se souvient de "Nanterre où les murs ont été complètement recouverts d'affiches..., de ces grandes feuilles de papier où un type écrivait, par exemple, dix lignes sur ce qu'il pensait de tel ou tel problème qui pouvait très bien n'intéresser qu'une dizaine de

militants, et puis les dix autres réécrivaient dessus: on aboutissait à des affiches où il y avait des dialogues incroyables entre militants. C'était amusant et puis, d'autre part, je crois sur un plan politique c'était quelque chose d'important. De s'exprimer. De s'exprimer simplement. Dans un endroit où, avant, ce n'était pas possible, où ça ne pouvait pas se faire !" (Valabrègue, 1970 : 29-35).

La précipitation, l'intensité et l'ampleur des événements ont surpris tant les autorités politiques et la France profonde que les ténors de Mai 68. Ceux-ci ont été tiraillés entre la contestation et la révolution - selon la distinction de Stéphane (1969 : 293) : "le contestataire rejetant le père, rejette la réalité et veut les remplacer par un idéal narcissique irréalisable par essence, car la moindre ébauche de réalisation le fait déjà passer du domaine narcissique au domaine de la réalité qui ne peut plus être que contesté : *"tout doit être possible mais rien ne doit être réalisé"* (*"soyez raisonnable, demandez l'impossible"*). Quant au révolutionnaire il s'attaque à une certaine réalité pour en mettre une autre à la place. Il reste toujours sur le plan du réel alors que pour le contestataire une réalité en vaut une autre, c'est-à-dire ne vaut rien".

Les événements ont été finalement dominés par les contestataires même si ceux-ci n'ont pas "su" les gérer longtemps et ont "donné l'impression" de laisser échapper l'occasion de prise d'un pouvoir complètement désemparé à la fin du mois de mai. En réalité les contestataires n'ont laissé s'échapper aucune occasion de prise de pouvoir, car leur objectif, on s'en souvient, était limité à *"d'abord jeter bas la vieille baraque, après on verra !"* Et il n'y a jamais eu d'"après" parce que les révolutionnaires n'ont jamais réussi à s'emparer du mouvement, à proposer un programme de gestion de la nouvelle société née des manifestations des jeunes lycéens, étudiants et ouvriers. Et le relais avec les appareils des partis et syndicats de gauche était impossible parce que ces appareils étaient considérés comme partageant les vues du pouvoir gaulliste, sans autre ambition que celle de lui succéder et non celle de changer radicalement de société.

6.- Mai 68 et après ?

Pouvons-nous dire alors que Mai 68 a été de l'agitation pour rien ? Il est vrai que l'après Mai 68 a été très dur à vivre pour beaucoup de jeunes, pour tous ceux qui commençaient à croire à l'avènement d'une nouvelle société non technocratique, démocratique et libertaire. Les élections de juin suivies des mois de vacances et de la ruée vers les plages ont tôt fait oublier à la majorité des Français que les événements du mois de mai avaient été à deux doigts d'emporter les institutions de la Cinquième République. Les grèves et occupations d'usines ont progressivement cessé et la vie a repris son train-train quotidien. La majorité des Français a replongé dans l'action individuelle et s'est détournée de la politique comme à son habitude. Les espoirs brisés, de nombreux jeunes ont replongé aussi dans la solitude de la "foule solitaire".

Pendant ce temps d'autres jeunes cherchaient leur salut dans la vie en petites communautés en vue de poursuivre le "rêve éveillé" d'une société idéale, c'est-à-dire égalitaire, libertaire et solidaire. Ces "tentatives communautaires" (Bolle De Bal, 1985) et autres rêves d'une "société alternative" (Allan Michaud, 1989) n'ont pas été faciles à réaliser, d'autant que la société capitaliste est entrée dans une longue période de crise économique depuis le choc pétrolier de 1973 et que le plein emploi allait progressivement devenir un mythe. Par ailleurs dans les

années 70 les sociétés socialistes ont commencé leur descente aux enfers à partir des révélations des divers goulags et autres atrocités commises sous leur régime à travers le monde entier; elles se sont complètement effondrées sur le plan économique au cours de la décennie 80 et, à la fin de celle-ci, elles ont implosé politiquement.

Mais que sont devenus ceux qui se sont profondément investis dans le mouvement de Mai 68 ? Comme "le mouvement de Mai est simultanément et indistinctement politique (démocratie directe, ultra-égalitarisme) et culturel (quête de l'authenticité, du souci de soi, du "*droit d'être soi-même*", de "*fixer soi-même ses propres normes*")" (Weber, 1988 : 178-179), les "soixante-huitards", comme on les appelle désormais, préfèrent à l'individualisme égoïste, toquevillien, l'individualisme prométhéen, communautaire : ils "partagent une conception de l'émancipation individuelle par l'action collective et la transformation du tout social" (Ibid. : 166). Ils sont pratiquement de toutes les actions et de tous les mouvements soucieux pour "*changer la vie*".

Reconvertis dans le tissu social, "ce sont les anciens des comités Viêt-nam, des comités d'action lycéens, de l'UJCml (Union de la Jeunesse Communiste Marxiste-Léniniste), de la JCR (Jeunesse Communiste Révolutionnaire), du 22 mars, on l'a vu, qui créent et animent le MLF (Mouvement de Libération des Femmes), le FHAR (Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire), le GIP (Groupe d'Information pour les Prisons), le MLAC (Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception), les mouvements antipsychiatriques, régionalistes, écologistes" (Weber, 1988 : 179).

Les soixante-huitards participent au mouvement féministe qui aboutit à la libéralisation de la contraception et à l'adoption en 1974 de la loi Veil sur l'avortement. Ils fondent et/ou animent des mouvements comme Médecins sans frontières, Médecins du Monde, SOS Racisme, Génération écologie. Ils s'intéressent à tout mouvement susceptible de rendre plus verte la nature et plus convivial le monde. "Le discours écologique était apparu comme le possible véhicule de toute une contestation post-soixante-huitarde, fragmentée en plusieurs courants d'idées aux luttes nouvelles ou rajeunies dans les années 1970 (naturalisme, consumérisme, agrobiologisme, antiscientisme, défense des usagers, régionalisme, féminisme, non-violence, pacifisme, tentatives communautaires, tiers-mondisme, quart-mondisme, défense de minorités sociales, raciales, sexuelles...)" (Allan Michaud, 1989 : 91).

Comme on peut le constater Mai 68 est resté très vivace dans la vie de ses nombreux acteurs. Si beaucoup d'entre eux ont perdu toute illusion concernant les idées utopiques qui les ont mobilisés il y a plus de 25 ans et ont fini par "changer de vie", les multiples engagements d'autres soixante-huitards dans le "tissu associatif" témoignent d'une "Weltanschauung" dont ils ne se sont jamais départis. "Leur conception romantique et messianique du monde, qui valorise l'engagement collectif au service d'une cause transcendante, assure qu'il n'y a de sens, et partant de félicité, que dans la communauté et l'action commune, assimile tout retrait sur la sphère privée à une désertion, voire une trahison" (Weber, 1988 : 181).

Ces soixante-huitards et d'autres acteurs convertis à leur "Weltanschauung" tentent ainsi de réaliser tous les jours depuis un quart de siècle, dans le silence des projets minuscules ou dans la mobilisation médiatique des grands projets, les rêves utopiques de liberté, d'égalité et de solidarité qui ébranlèrent la France en Mai 68.

7.- Bibliographie

- Allan Michaud, D., *L'avenir de la société alternative. Les idées 1968-1990*, Paris, l'Harmattan, 1989.
- *Anthropologie et sociétés*, vol. 9, no 1, 1985.
- Aron, R., *La révolution introuvable*, Paris, Fayard, 1968.
- Bolle De Bal, M., *La tentation communautaire*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1985.
- Copfermann, E., *La génération des blousons noirs*, Paris, Maspero, 1962.
- Copfermann, E., *Problèmes de la jeunesse*, Paris, Maspero, 1968 (1967).
- Crozier, M., *La société bloquée*, Paris, Le Seuil, 1984 (1970).
- Friedman, Y., *Utopies réalisables*, Paris, UGE, coll. 10/18, 1975.
- Gabel, J., «Utopie», in *Encyclopædia Universalis*, Corpus 23, Paris, 1989 : 267-269.
- Garaudy, R., *L'alternative*, Paris, Ed. R. Laffont, 1972.
- Illich, I., *Le travail fantôme*, Paris, Le Seuil, 1981 (1980).
- Jousselin, J., *Les révoltes des jeunes*, Paris, Ed. ouvrières, 1968.
- Lapassade, G., *L'entrée dans la vie*, Paris, Ed. de Minuit, 3e éd., 1969.
- *L'événement*, no 29, juin 1968.
- Mendel, G., *La crise de génération*, Paris, Payot, PBP, 1969.
- Mendel, G., *Pour décoloniser l'enfant*, Paris, Payot, PBP, 1971.
- Morin, E., Lefort, C. et Coudray, J.M., *Mai 1968 : la brèche*, Paris, 1968.
- Stéphane, A., *L'univers contestationnaire*, Paris, Payot, PBP, 1969.
- Touraine, A., *Le mouvement de Mai 68 ou le communisme utopique*, Paris, Le Seuil, 1968.
- Touraine, A., *La société post-industrielle*, Paris, Denoël, 1969.
- Valabrègue, C., *La condition étudiante*, Paris, Payot, 1970.
- Vincent G., *Le peuple lycéen*, Paris, Gallimard, 1974.
- Weber, H., *Vingt ans après. Que reste-t-il de 68 ?*, Paris, Le Seuil, mai 1988.

Matériel audio-visuel.

- Trois vidéocassettes x 1h35' sur *Mai 68 : Histoire d'un jour : 1. Le 24 mai 1968, 2. Le 30 mai 1968, 3. Le 27 juin 1968*, émission réalisée par Maurice Dogowson et présentée par Philippe Alfonsi, Paris, FR3, INA, Tilt Production, 1985.
- Une vidéocassette x 2h30' : *Les pavés de Mai 68*, une émission d'André Frossard et al. réalisée par Françoise Lenoir, Paris, FR3, 1978.